

# Elections européennes : La France insoumise s'allie avec Podemos et le Bloco

Les trois formations de gauche radicale française, espagnole et portugaise se réunissent jeudi à Lisbonne.

Par Abel Mestre, Sandrine Morel Madrid, correspondance

Temps de lecture : 2 min



Jean-Luc Mélenchon à l'Assemblée, le 11 avril. FRANCOIS GUILLOT / AFP

La gauche radicale s'organise en vue des élections européennes de mai 2019. Jeudi 12 avril s'est tenue à Lisbonne une réunion actant la naissance d'un « *mouvement commun* » entre La France insoumise (LFI) de Jean-Luc Mélenchon, les Espagnols de Podemos et le Bloco portugais. « *Jean-Luc Mélenchon sera à Lisbonne jeudi pour signer un document en compagnie notamment de Pablo Iglesias, de Podemos, et de Catarina Martins, de Bloco*, détaille Manuel Bompard, chef d'orchestre de LFI. *C'est une initiative programmatique commune, avec l'ambition d'élargir à d'autres pays.* »

L'idée est que les trois formations lancent des campagnes communes dans leurs pays respectifs. La première concernera la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale. Une manière également pour les mélenchonistes de répondre à Benoît Hamon et son mouvement Génération.s, qui ont fait alliance avec DiEM25, la structure pilotée par Yanis Varoufakis, l'ancien ministre grec des finances.

L'initiative franco-ibérique en est encore à ses balbutiements. S'il ne peut y avoir de listes transnationales – constituées d'Européens éligibles sur l'ensemble du territoire de l'Union –, LFI verrait cependant d'un bon œil que des militants de Podemos et du Bloco se trouvent sur sa liste lors des élections de mai 2019, s'ils sont résidents en France. « *Ce serait une bonne manière de montrer notre internationalisme* », souligne M. Bompard.

## « Plan A, plan B »

En Espagne, Podemos n'a pas voulu confirmer qu'il participera à une liste commune avec le Bloco et LFI, préférant attendre la réunion de jeudi pour dévoiler sa position.

Car, malgré les nombreuses proximités idéologiques et les liens d'amitiés entre les trois formations, un point d'achoppement existe : le fameux diptyque « plan A, plan B », défendu par LFI, qui est au cœur de son programme européen. Les Insoumis défendent l'idée d'un « plan A » – « *sortie concertée des traités européens* » et « *négociation d'autres règles* » – et d'un « plan B » – « *sortie des traités européens unilatérale par la France* » – en cas d'échec de la première méthode.

La formation de Pablo Iglesias ne pourrait pas accepter de voir figurer ce point dans un éventuel programme commun, tant l'attachement des Espagnols à la construction européenne reste forte. « *2019 est un rendez-vous fondamental pour la réarticulation de la politique européenne face à la montée de l'extrême droite sur le continent et la fermeture dogmatique de Bruxelles, se contente-t-on d'expliquer du côté de Podemos. Nous sommes appelés à jouer un rôle de référence et de direction pour articuler une alternative démocratique, populaire et en faveur des droits de l'homme et de la souveraineté des peuples. Dans ce sens, nous mènerons à bien plusieurs initiatives avec nos alliés.* »

Résultat probable du compromis : il pourrait ne pas y avoir de mention du « plan B » dans le texte final. Manuel Bompard assure pour autant que LFI « *n'abandonnera pas* » cette ligne stratégique. « *Le texte n'est pas encore terminé, assurait-il mardi soir. On va préciser des sujets de combats communs. Le plan A-plan B, c'est une stratégie nationale, ça n'a pas lieu d'être dans un texte comme celui-là.* »